



**LETTRE D'INFORMATION DES DIRECTEURS – N°132 du 9 Février 2010**

**1 – NOUVELLES DE LA FEDERATION  
DES DIRECTEURS**

La prochaine réunion du **Comité Directeur** aura lieu à Paris le 17 Février.

L'ordre du jour portera principalement sur l'avancement de la **préparation du 44<sup>ème</sup> Congrès – Commune des Allues – Méribel les 8/9 Avril 2010.**

Merci à tous de noter que la date limite pour les inscriptions est fixée au 19 Février.

**\*2 – LES TEXTES PARUS**

Décret n°2010-112 du 2 Février 2010 pris pour application de l'Ordonnance n°2005-1516 relative **aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives** et entre les autorités administratives.

Sécurité, prestataire de confiance et certificats électroniques.

Décret n°2010-31 du 11 Janvier 2010 relatif à la direction de **l'information légale et administrative**.

Cette instance est garante de l'accès au droit et veille à ce que les citoyens disposent des informations nécessaires à leurs démarches administratives ainsi qu'à la connaissance de leurs droits et de leurs obligations.

Instruction 6 C 1 10 du 6 Janvier 2010 de la Direction Générale des finances publiques fixe les **conditions de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties** pour les dépenses d'équipements en faveur des économies d'énergie dans les logements construits avant le 1<sup>er</sup> Janvier 1989 et les logements neufs achevés depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2009 dont le niveau élevé de performance énergétique globale est supérieur à celui qu'impose la législation en vigueur.

Fiche médiations numéro 20 – Décembre 2009 provenant de la Mission Interministérielle pour la qualité des constructions publiques et portant sur :

**Réhabilitation et amélioration de l'efficacité énergétique : diagnostic stratégique de patrimoine et montages d'opération.**

Cette fiche insiste sur l'importance d'un diagnostic global en amont de toute intervention sur le patrimoine existant.

La **Direction de l'Architecture n'existe plus** mais est intégrée dans la direction générale des patrimoines en tant que simple service de l'architecture.

**3 – LES PROJETS QUI BOUGENT**

**L'intervention de l'Etat dans les zones dites prioritaires**, cumulant chômage, problèmes d'habitat, de délinquance et d'accès à la santé **devrait être réformée en 2010.**

Pour la Secrétaire d'Etat chargée de la ville, la réforme de la géographie prioritaire devrait être l'occasion de **refonder les contrats urbains de cohésion sociale (C.U.C.S.)** afin de mieux cibler les actions envers les zones urbaines.

Le Gouvernement entend **vendre 10 % du parc HLM sur une période de dix ans aux habitants** pour financer de nouveaux logements là où les besoins sont les plus criants. Le Mouvement HLM y voit un désengagement de l'Etat et une logique de privatisation.

Le Secrétaire d'Etat au logement à l'urbanisme a annoncé le 3 Février une **modification de la territorialisation de la production de logements sociaux**. Ainsi pour la construction des 140.000 logements sociaux prévus en 2010, près de la moitié iront dans les zones tendues. De même est introduite une différenciation dans le montant des subventions de l'Etat (modulation pour les PLAI entre zones tendues et zones moins tendues). Est également envisagée la mutualisation des fonds propres des E.S.H. sous une forme qui reste à définir.

L'idée d'un vaste programme de rachat de logements vacants en Région Ile de France est retenue.



## FÉDÉRATION NATIONALE DES DIRECTEURS D'OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT (OPH)

Découlant de l'article 117 de la loi du 25 Mars 2009 (M.O.L.L.E.) un décret devrait paraître prochainement autour du **dispositif d'enregistrement départemental de la demande**. Il devrait comporter deux dispositions principales : l'une autour de la définition des informations à produire pour l'enregistrement de la demande et la délivrance du numéro unique. L'autre sur le traitement national automatisé sous l'égide du Ministère du logement.

La **reconquête du contingent préfectoral** à travers les flux d'attribution, **pour améliorer le relogement des personnes prioritaires du D.A.L.O.**, s'accélère dans les Départements où le nombre de recours devant la commission de médiation et de décisions prises, sont importants.

Le 2<sup>ème</sup> volet de la **réforme des Collectivités Locales a été adopté en 1<sup>ère</sup> lecture au Parlement**.

Les points principaux portent sur la création du conseiller territorial, l'élection au suffrage universel des conseillers communautaires, la création de métropoles (+ 450.000 h), la possibilité de fusion de Départements et de Régions et l'achèvement de l'intercommunalité au 1<sup>er</sup> Janvier 2014.

### 4 - C'EST DANS L'AIR

Un avant projet de loi prévoit que **les tarifs réglementés de l'électricité pourraient varier en fonction de la consommation**. L'objectif de ce texte est d'inciter les foyers à réduire leur demande notamment lors des pics. Le but serait de mettre en place une tarification plus représentative des coûts et des émissions de Co2.

Le comité stratégique du plan Bâtiment Grenelle vient de faire 9 propositions pour **lutter contre la précarité énergétique**.

Parmi celles-ci figure la création pour 450.000 ménages ciblés comme noyau dur de ladite précarité, d'un **chèque énergie** dont le montant varierait selon le revenu des familles et ses besoins en chauffage.

Alors que le chantier de la **révision des valeurs locatives ne figure finalement pas**

**dans la loi de finances pour 2010**, il semble être à nouveau à l'ordre du jour dans les agendas ministériels.

(Ndlr : cette question est pendante depuis 1990 voire 1970....).

**L'Agence Nationale pour le renouvellement urbain (A.N.R.U.)** après s'être occupée de requalification du bâti des grands quartiers d'habitat social, et des centres anciens dégradés, se dit prête à accompagner les initiatives privées permettant le développement économique des quartiers.

### 5 - LU POUR VOUS

Les règles régissant les **marchés publics** sont devenues d'une telle complexité que les pouvoirs publics **mettent davantage l'accent sur la sécurité juridique et les risques de poursuites judiciaires que sur le bon rapport qualité/prix** selon le Conseil des Communes et Régions d'Europe (Courrier des Maires du 1.2).

Le **grand emprunt fait abstraction** d'un secteur qui crée des emplois durables et répond aux besoins des personnes : **le logement social** – déclaration de T. Repentin (La Gazette du 8.2).

Après les inquiétudes de l'U.S.H **sur la réforme du « tissu » des Organismes**, le secrétaire d'Etat au logement et à l'urbanisme a assuré : « il n'y aura aucun seuil, pas de loi, pas de texte réglementaire qui obligera les organismes d'HLM à fusionner » (Le Moniteur du 1.2).

### 6 - BREVES

Le secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme fera une **nouvelle étude en 2010** pour savoir s'il convient de **reporter les dates des 2 dernières tranches de travaux de modernisation des ascenseurs** (2013 et 2018).

La **Cour des Comptes** après s'être penchée sur la politique de la ville et le 1 %, devrait publier prochainement des **travaux sur le logement social**.